



Sortie du charbon :

2 ans après, la finance française encore au milieu du gué

Le compte à rebours a démarré depuis longtemps et le dernier rapport du GIEC vient de l'accélérer. Il faut sortir du charbon le plus vite possible et - au plus tard - avoir fermé la dernière centrale charbon au monde en 2040. En réponse, le 2 juillet 2019, les fédérations de la place financière de Paris appelaient leurs membres à adopter une stratégie charbon, avec un calendrier global de désengagement d'ici mi-2020. Deux ans après, le Coal Policy Tool de Reclaim Finance dresse un bilan contrasté et rappelle que la finance française est encore au milieu du gué. Il reste deux poids lourds sans politique ou presque: le régime de retraite Agirc-Arrco et Natixis Investment Managers. Si 24 acteurs affichent des politiques robustes, les autres nécessitent d'être renforcées. Les banques BNP Paribas, Société Générale, Natixis et Crédit Agricole risquent d'être déclassés si elles ne cessent pas de soutenir les entreprises sans plan crédible de sortie du charbon dans les mois qui viennent.

Sommaire

Un engagement de la Place à sortir du charbon

Deux ans après: un bilan contrasté

La bonne nouvelle : de plus en plus de bonnes pratiques

La mauvaise nouvelle : il reste encore deux gros acteurs sans politique charbon (ou presque)

Au milieu du gué : la moitié des acteurs n'ont pas de politique assez robuste pour sortir du charbon

La prochaine étape : la fin des soutiens aux industriels sans plan crédible de sortie du charbon

Conclusion



Un engagement de la Place à sortir du charbon

Le charbon : une énergie climaticide dont il faut sortir au plus vite

Le charbon représente environ [39% des émissions CO2 dans le monde](#). Selon [le rapport spécial du GIEC publié en 2018](#), limiter le réchauffement climatique à 1,5°C implique de réduire la part d'énergie primaire produite à partir de charbon de 78% entre 2010 et 2030. [L'institut de recherche Climate Analytics](#) avait calculé qu'atteindre cet objectif implique de fermer l'essentiel des centrales à charbon en Europe et dans l'OCDE d'ici 2030 et la dernière centrale charbon au monde en 2040 au plus tard. Tout récemment, [un scénario](#) inédit de l'Agence Internationale de l'Energie en arrive également à la conclusion que la production d'électricité doit atteindre la neutralité carbone au niveau mondial d'ici 2040, avec la fermeture de toutes les centrales à charbon dont les émissions ne sont pas capturées d'ici 2040. Le même scénario souligne également qu'“aucune nouvelle mine de charbon ou extension de mine n'est nécessaire”. En effet, respecter l'objectif d'1,5°C implique de réduire la production de charbon de 11% par an entre 2020 et 2030 selon le Production Gap Report.

Alors que tous les efforts devraient aller à la fermeture des 6600 centrales en opération, plus de 1000 centrales à charbon sont encore prévues ou en construction, dont une soixantaine sur le continent européen. Côté mines, même constat: [on dénombre 432 projets de mines](#) (nouveaux sites ou extensions) en construction ou au stade de la planification. Après une baisse de la production ces dernières années, la demande en charbon est repartie à la hausse jusqu'en 2025 et ne serait pas prête de décliner, d'après [les projections fin 2020 de l'Agence Internationale de l'Energie](#).

Malheureusement, la finance continue d'alimenter la crise du charbon : selon les dernières données financières disponibles publiées en février 2021 [sur le site de la Global Coal Exit List \(GCEL\)](#), entre octobre 2018 et octobre 2020, 665 banques ont octroyé 315 milliards USD et facilité l'émission de 808 milliards d'actions et d'obligations pour des entreprises actives dans le charbon et listées dans la GCEL. En janvier 2021, pas loin de 5000 investisseurs institutionnels sont investis dans des entreprises impliquées dans la chaîne de valeur du charbon thermique.

En ce qui concerne les acteurs français, bien que leur exposition *relative* au charbon reste faible, on parle quand même de **39 milliards de dollars octroyés par les grandes banques françaises** aux entreprises du secteur entre octobre 2018 et octobre 2020 et près de **14 milliards de dollars d'investis pour les investisseurs français** à janvier 2021 (source: site de la [GCEL](#)). En outre, une partie de ces flux financiers sont venus soutenir les entreprises qui développent de nouveaux projets à l'heure où il faut - plus que jamais - réduire la part du charbon et non faciliter son expansion.



En 2019, la place financière française s'est engagée

Face à cet impératif climatique, la finance française a commencé à se positionner d'une seule voix. Le [2 juillet 2019, les principaux acteurs de la place financière française](#) (la fédération bancaire française, l'Association française de gestion financière, l'association française de sociétés financières, la Fédération Française de l'Assurance, France Invest, Finance For Tomorrow and EuroPlace) incitaient leurs membres à se doter d'une stratégie de charbon et d'un calendrier global de désengagement d'ici mi 2020.

Cet engagement suivait un [appel lancé par Bruno Le Maire](#) aux banques, assureurs et investisseurs français réunis lors du Climate Finance Day de 2018, demandant « *qu'ils arrêtent définitivement de financer les activités les plus nocives pour le réchauffement climatique, en particulier le charbon, que ce soit les centrales ou les mines* ». Le 29 novembre 2019, il déclarait que "la finance est le nerf de la guerre climatique" et [appelait tous les acteurs financiers à publier rapidement "une stratégie charbon ambitieuse"](#). De nouveau, au [Climate Finance Day de 2020, Bruno Le Maire constatait](#) « *des niveaux variables d'ambition et d'efforts* » et demandait à la Place de renforcer son engagement, sur la base de critères détaillés et partagés par tous. Ces critères communs de désengagement financier doivent notamment comprendre : l'évaluation des plans de transition et des conditions associées ; la couverture de la chaîne de valeur du charbon thermique ; un calendrier strictement aligné sur les objectifs d'atténuation ; et l'exclusion des projets de centrales et de mines , faisant alors écho à un rapport d'évaluation effectué par les instances de régulation, l'ACPR et l'AMF.

En effet, si depuis 2019, de nombreux acteurs financiers français ont adopté des politiques visant à répondre à l'engagement de Place en faveur d'une sortie du secteur du charbon, le bilan reste très contrasté.



Deux ans après: un bilan contrasté

Deux ans après et six ans après la COP 21, **3 des 54 acteurs n'ont toujours pas de politique charbon** (ou presque). Parmi eux, deux poids lourds de la finance française : Agirc-Arrco et Natixis Investment Managers.

Sur les 51 acteurs qui ont adopté une politique:

- **Presque la moitié ont désormais une politique robuste de sortie du secteur** et se sont vus attribuer une "étoile" dans le Coal Policy Tool.
- **Pour les autres, il reste des marges de progression.** Comme par exemple, exclure les développeurs et/ou acter une date de sortie définitive du charbon.
- **Certains risquent d'être déclassés** dans les mois qui viennent s'ils n'excluent pas les industriels sans plan crédible et compatible de sortie du charbon. Parmi eux : BNP Paribas, Société Générale, Crédit Agricole et Natixis sont à surveiller de près.

On constate également une mauvaise pratique au niveau des investisseurs: qu'ils aient adopté une politique robuste de sortie du secteur du charbon ou juste quelques critères insuffisants en la matière : l'absence d'application des mesures retenues à l'ensemble des actifs sous gestion, et notamment un manque de couverture de la gestion passive ou indicielle. Or, comme l'avaient souligné l'ACPR et l'AMF dans leur rapport d'évaluation des politiques sectorielles, l'enjeu n'est pas uniquement d'avoir les bons critères mais aussi de les appliquer à tous les services financiers.



Ils ont une politique robuste de sortie du charbon

AG2R La Mondiale (AO¹), AG2R La Mondiale Gestion d'actifs (AM²), AXA (AO, AM, ré/assurance), BNP Paribas Cardif (AO), CNP Assurances (AO), Covéa (AO) et Covéa Finance (AM), Crédit Agricole (banque), Crédit Agricole assurances (AO) et Crédit Agricole Amundi (AM), Crédit Mutuel (Banque), Crédit Mutuel assurances (AO) et Crédit Mutuel AM, Groupama (AO), La Banque Postale AM (AM), La Financière de l'Echiquier (AM), MACIF (AO), MAIF (AO), Meeschaert (AM), Ostrum (AM), OFI AM (AM), SCOR (AO) et SCOR IP (AM)

Ils doivent encore progresser

Anaxis (AO), BNP Paribas (banque), BNP Paribas (AM), CDC (AO), Carmignac (AM), Comgest (AM), Ecofi Investissement (AM), Edmond de Rothschild (AM), ERAFP (AO), Fonds de Réserve des Retraites (AO), Ircantec (AO), La Française (AM), Ostrum (AM), MACSF (AO), Natixis (banque), Natixis Assurances (AO), ODDO BHF (AM), Rothschild & Co (banque), Rothschild & Co (AM), Société Générale (banque), Société Générale Assurance (AO), Société Générale - Lyxor (AM), Sycomore (AM), Tikehau Capital (AM).

Ils sont en retard

Agrica (AO), Groupama (AM), SCOR (le réassureur), SMA (AO), Tobam (AM)

Ils n'ont toujours pas de politique

Agirc-Arrco (AO), Natixis Investment Managers (AM), Capital Fund Management (AM)

Elles sont sous surveillance renforcée

BNP Paribas, Société Générale, Crédit Agricole, Natixis

¹ AO : détenteur d'actifs

² AM : gestionnaire d'actifs



A. La bonne nouvelle : de plus en plus de bonnes pratiques

Bonne nouvelle, pas loin de la moitié des acteurs ont désormais adopté une politique de sortie robuste du secteur. **24 des 54 acteurs financiers** ont décroché l'étoile attribuée aux meilleures pratiques dans le secteur car leur politique comprend les éléments clés d'une politique robuste de sortie du secteur.

Parmi eux, 4 acteurs financiers ont récemment rejoint le club des étoilés: MAIF, Covéa/Covéa Finance et Cardif qui ont mis à jour leur politique charbon qui contient désormais tous les éléments d'une politique robuste. Les assureurs Covéa et Cardif, par exemple, ont largement renforcé leur politique d'exclusion des développeurs dans l'industrie du charbon.

Ils ont une politique robuste de sortie du charbon

AG2R La Mondiale (AO), AG2R La Mondiale Gestion d'actifs (AM), AXA (AO, AM, ré/assurance), BNP Paribas Cardif (AO), CNP Assurances (AO), Covéa (AO) et Covéa Finance (AM), Crédit Agricole (banque), Crédit Agricole assurances (AO) et Crédit Agricole Amundi (AM), Crédit Mutuel (Banque), Crédit Mutuel assurances (AO) et Crédit Mutuel AM, Groupama (AO), La Banque Postale AM (AM), La Financière de l'Echiquier (AM), MACIF (AO), MAIF (AO), Meeschaert (AM), Ostrum (AM), OFI AM (AM), SCOR (AO) et SCOR IP (AM)

B. La mauvaise nouvelle : il reste encore deux gros acteurs sans politique charbon (ou presque)

Actuellement 3 des 54 acteurs français couverts dans le Coal Policy Tool français n'ont pas du tout de politique charbon, ou presque: le régime de retraite Agirc-Arrco, Capital Fund Management (CFM), et Natixis Investment Managers.

Agirc-Arrco est le poids lourd de la retraite complémentaire des employés et des cadres - 18,8 millions de salariés cotisent actuellement au régime de retraite Agirc-Arrco. Malheureusement, pour l'instant, Agirc-Arrco n'a toujours pas adopté de politique charbon. Or, tant qu'il n'y a pas de politique d'exclusion explicite, les cotisations des salariés pourraient venir soutenir l'industrie du charbon.



Natixis Investment Management (NIM) est un des plus gros gestionnaires d'actifs au monde. Alors que certains de ses affiliés ont adopté des politiques d'exclusion du charbon - Ostrum par exemple, dont la politique fait partie des plus exemplaires de la place de Paris - la plupart des autres ne l'ont pas. C'est notamment le cas de Loomis Sayles, DNCA et Ossiam. Tant que [NIM ne prend pas](#)



[d'engagement applicable à l'ensemble des affiliés, la majorité des actifs gérés au sein du groupe](#) peut contribuer à alimenter la crise du charbon à travers le monde.

Scor le ré/assureur : une nouvelle politique à confirmer

Scor est le plus gros ré/assureur français et le [4ème plus gros réassureur au monde](#). Après avoir rejoint la Net Zero Asset Owner Alliance (NZAOA). SCOR a aussi rejoint Net Zero Insurer Alliance (NZIA). Et pourtant, en tant qu'assureur, Scor ne s'était pas complètement engagé à sortir du charbon. [Listé jusqu'ici parmi les retardataires dans le Coal Policy Tool](#), le ré/assureur vient d'annoncer - [en réponse aux questions écrites de Reclaim Finance lors son Assemblée Générale le 30 juin 2021](#) - sa volonté de sortir du charbon d'ici 2030/2040, et ne plus signer automatiquement de traités de réassurance "comportant plus de 10% de charbon". Mais sans préciser assez les conditions de mise en oeuvre et apporter des garanties suffisantes. Or le diable se cache dans les détails des traités de réassurance (qui représentent 75% des couvertures d'assurance de Scor), pour lesquels les risques et expositions sont fortement nivelés, et où les engagements risquent d'être inopérants. En attendant que Scor précise ses nouveaux engagements, nous ne comptabilisons plus Scor parmi les acteurs sans politique ou presque, mais le ré/assureur figure parmi les retardataires (notamment parce qu'il n'exclut pas les développeurs de charbon).

C. Au milieu du gué : la moitié des acteurs n'ont pas de politique assez robuste pour sortir du charbon

Sur les 51 acteurs financiers dotés d'une politique charbon, la moitié ont encore des marges de progression plus ou moins importantes pour que leur politique soit suffisamment robuste. Pour chaque institution, les raisons sont différentes et il faut se référer aux explications détaillées cas par cas sur notre outil d'évaluation, [le Coal Policy Tool](#). Nous avons notamment identifié 5 institutions financières dont les politiques doivent être renforcées sans tarder: [Agrica](#), [Groupama AM](#), [SCOR](#) (le ré/assureur), [SMA](#), [Tobam](#).

Ils doivent encore progresser

Anaxis (AO), BNP Paribas (banque), BNP Paribas (AM), CDC (AO), Carmignac (AM), Comgest (AM), Ecofi Investissement (AM), Edmond de Rothschild (AM), ERAFP (AO), Fonds de Réserve des Retraites (AO), Ircantec (AO), La Française (AM), Ostrum (AM), MACSF (AO), Natixis (banque), Natixis Assurances (AO), ODDO BHF (AM), Rothschild & Co (banque), Rothschild & Co (AM), Société Générale (banque), Société Générale Assurance (AO), Société Générale - Lyxor (AM), Sycomore (AM), Tikehau Capital (AM).

Ils sont en retard

Agrica (AO), Groupama (AM), SCOR (le ré/assureur), SMA (AO), Tobam (AM)



Dans les principaux points d'amélioration, on retrouve :

1/ Ils n'excluent pas les développeurs. Une dizaine d'institutions n'a aucun critère d'exclusion pour les développeurs du charbon dans le monde, c'est-à-dire les entreprises qui prévoient de construire de nouvelles mines, centrales ou infrastructures charbon. C'est par exemple le cas du ré/assureur Scor, d'Agrica, Groupama AM et Tobam. 11 autres acteurs n'excluent que partiellement les développeurs. Le sujet est de taille: la [Global Coal Exit List](#) dénombre actuellement 437 entreprises (maison-mères) en passe d'aggraver la crise mondiale du charbon. 140 d'entre elles génèrent moins de 20% de leur chiffre d'affaires à partir du charbon et passent ainsi en deçà du seuil d'exclusion fixé par de nombreux acteurs français. Il est essentiel que les acteurs financiers excluent explicitement les développeurs de mines, de centrales et d'infrastructures charbon dans leurs politiques.

2/ Pas de calendrier de désengagement du charbon : on dénombre encore une dizaine d'institutions qui n'ont pas encore adopté le calendrier de désengagement préconisé par les grands acteurs de la place en 2019 et ce, malgré le rappel à l'ordre de l'AMF et de l'ACPR fin 2020 qui préconisent de ["formuler des politiques charbon avec notamment l'adoption d'une date de sortie"](#). Parmi ces institutions, on retrouve le détenteur d'actifs SMA qui malgré une récente actualisation de sa politique n'a toujours pas adopté de calendrier de sortie. Il est impératif de planifier la fin définitive des soutiens pour envoyer un signal clair à l'industrie du charbon qu'il est temps de prévoir la fermeture des actifs et la reconversion socioprofessionnelle des travailleurs concernés.

3/ Des seuils d'exclusion qui restent trop hauts : c'est par exemple le cas du gestionnaire d'actifs Tobam qui a fixé un seuil d'exclusion des entreprises lorsqu'elles tirent plus de 30% de leurs revenus du charbon thermique. Etant donné que sa politique est insuffisante par ailleurs, cela signifie que sa politique actuelle autorise des investissements dans des entreprises qui prévoient plus de 246 GW de nouvelle capacité de production d'électricité à partir de charbon, soit plus de 5 fois la capacité installée en Allemagne.

4/ Trop d'exceptions à la règle. Lorsqu'on lit les politiques en détail (y compris les notes de bas de page) on découvre que de nombreuses politiques prévoient des exceptions de taille qui peuvent fragiliser leur portée et leur application concrète. C'est par exemple le cas de [Société Générale, par exemple, qui n'applique sa politique d'exclusion](#) qu'à l'entité qui opère directement la mine mais pas à sa maison-mère. Elle a ainsi octroyé un prêt à EPH malgré ses 40 millions de tonnes de charbon extraits en 2020, au motif que la holding EPH n'opère pas directement les mines. En suivant un raisonnement similaire, la banque applique une définition trop restrictive des "développeurs".



La prochaine étape : la fin des soutiens aux industriels sans plan crédible de sortie du charbon

Malgré la mise en place des politiques et la baisse de leur exposition au charbon, les acteurs financiers français continuent de soutenir l'industrie du charbon et ses principaux développeurs. Pour certains, ils se sont fixés comme date butoire fin 2021 pour appliquer intégralement leur politique et exclure de leurs portefeuilles les entreprises qui n'ont pas adopté de plan de sortie crédible et alignés sur leur calendrier. Concrètement, cela signifie que d'ici quelques mois, les acteurs français qui s'y sont engagés devraient rompre leurs liens financiers avec toutes les entreprises qui n'ont pas de plan (crédible) pour sortir du charbon d'ici 2030/2040 et ne sont pas alignées sur leurs objectifs. Parmi eux, les grosses banques françaises BNP Paribas, Société Générale, Crédit Agricole et Natixis comptent peut-être encore parmi leurs clients des industriels du charbon qui n'ont pas de plan de sortie du charbon crédible et/ou suffisamment rapide comme **Glencore, Kepco, RWE, Fortum/Uniper, EPH, Marubeni, et PLN** (voir tableau en annexe pour plus de détail sur les politiques de ces entreprises et leurs soutiens bancaires français). C'est pourquoi nous les plaçons sous surveillance renforcée.

Elles sont sous surveillance renforcée

BNP Paribas, Société Générale, Crédit Agricole, Natixis

Pour éviter de voir poindre une politique de l'exception et du compromis, il est très important de définir les conditions auxquelles un plan sera jugé crédible. Fin 2020, dans [leur évaluation des politiques charbon des acteurs financiers français](#), l'AMF et l'ACPR appelaient les institutions financières à préciser la façon dont elles prennent en compte les entreprises en transition et/ou affichant une intention ou un engagement de sortie du charbon. Lors du Climate Finance Day en octobre 2020, Bruno Le Maire appelaient les acteurs à évaluer les plans de transition et préciser les conditions associées. Cet appel est resté sans réponse jusqu'ici. Nous encourageons fortement les acteurs à clarifier leurs exigences vis-à-vis des industriels du charbon et avons récapitulé ci-dessous les indicateurs phare à l'aune desquels juger de la crédibilité d'un plan de transition.



Comment repérer une entreprise qui sort (vraiment) du charbon ?

	Indicateurs d'un plan crédible	Précision utile
1	Zéro plan de développement ou rachat d'infrastructures charbon	Que ce soit par la maison-mère ou une filiale
2	Un plan de sortie définitive du charbon à horizon 2030/2040	2030 pour les actifs en Europe et l'OCDE 2040 pour les actifs dans le reste du monde
3	Un plan détaillé de fermeture (et non de vente) de tous les actifs charbon associé	Adossé à un plan d'accompagnement de la reconversion socioprofessionnelle du bassin d'emplois
4	Zéro plan de reconversion des actifs en centrales à gaz, biomasse ou hydrogène produit à partir d'énergie fossile	
5	Pas d'actions en justice ou de lobbying pour ralentir la sortie du charbon des Etats	Via les tribunaux d'arbitrage ou la Charte du Traité de l'Energie

Conclusion

[Antonio Guterres, le secrétaire général des Nations Unies, réitérait encore](#) il y a peu que « *l'élimination progressive du charbon du secteur de l'électricité est l'étape la plus importante pour atteindre l'objectif de 1,5 degré* ». Un échec en la matière serait de très mauvaise augure sur la capacité à faire de Paris la capitale de la finance verte alors que le plus important sommet sur le climat depuis la COP21 se tiendra à Glasgow en fin d'année. Alors que la COP 26 pointe à l'horizon, la Place financière de Paris qui a pris l'engagement de contribuer à l'atteinte de la neutralité carbone, doit de toute urgence tenir son engagement de juillet 2019 et assurer l'adoption par tous ses membres de politiques de sortie du charbon.

En parallèle, en 2018, Bruno Le Maire appelait les acteurs financiers à sortir du charbon et prévenait que « *si ces engagements ne sont pas respectés, nous les rendrons contraignants* ». Trois ans plus tard, le bilan est en demi-teinte, la sortie du charbon laborieuse, et pourtant, aucun signe de contrainte ou de sanction à l'horizon.

A l'heure où Bruno le Maire appelle la finance française à sortir - à juste titre - des pétrole et du gaz non-conventionnels, il est temps de rappeler que les appels de Bruno Le Maire ne seront pas suffisants pour accélérer la sortie des énergies fossiles, à moins d'être assortis de calendriers et d'obligations. La sortie des énergies fossiles ne peut pas attendre le bon vouloir des acteurs de la finance. Un cadre réglementaire est indispensable pour contraindre les acteurs à se doter des bons outils et appliquer leurs politiques.

FIN.



Annexe. Un soutien fort des grandes banques françaises à des acteurs clé du secteur du charbon

Industriel	Plans de développement/sortie	Soutien des grandes banques françaises
<p>Glencore</p>	<p>C'est le 9ème plus gros producteur de charbon au monde et il prévoit d'étendre plus encore son empire minier. En Australie, on dénombre 9 nouveaux projets miniers pour la décennie 2020-2030 qui augmenteraient la capacité de production de 20%. Le rapport de la coalition mondiale des investisseurs pour le climat ClimateAction 100+ pointe du doigt les dépenses d'investissements de Glencore qui sont incompatibles avec son engagement net zéro en 2050.</p>	<p>Selon les dernières données financières disponibles sur le site de la GCEL, entre octobre 2018 et octobre 2020, le groupe BPCE était son 2ème plus gros soutien avec plus de 2,2 milliards d'investissements et 433 millions USD de soutiens bancaires entre 2018 et 2020. Suivi par Crédit Agricole (979 millions USD), Société Générale (841 millions USD) et BNP Paribas (658 millions USD).</p>
<p>RWE</p>	<p>RWE reste le plus gros producteur d'électricité à partir de charbon en Europe. L'industriel allemand compte maintenir en service jusqu'à fin 2038 plus de 3 GW de capacité de production de lignite particulièrement néfaste pour le climat. Par ailleurs, à court terme, il prévoit de fermer uniquement les centrales à charbon déficitaires et déjà en grande partie inactives, ce qui ne contribuera pas à la réduction du CO2 qui s'impose de toute urgence. En parallèle, l'énergéticien allemand RWE poursuit l'État néerlandais pour la fermeture de ses deux centrales d'ici 2030.</p>	<p>En mars 2021, AXA annonçait qu'il n'assurerait plus les activités de RWE mais cela reste à confirmer pour BNP Paribas et Société Générale (qui selon les dernières données financières disponibles sur le site de la GCEL représentent chacun 209 million USD de soutiens bancaires entre octobre 2018 et 2020), ainsi que pour Crédit Agricole (via sa branche de gestion d'actifs Amundi).</p>
<p>Kepeco</p>	<p>L'entreprise sud-coréenne génère plus de 40% de ses revenus grâce au charbon et contribue au développement de plus de 13 GW de centrales à charbon. Elle projette également de développer des activités minières en Australie.</p>	<p>Selon les dernières données financières disponibles sur le site de la GCEL, entre octobre 2018 et octobre 2020, Crédit Agricole est le 1er soutien bancaire au monde de Kepeco avec 2,2 milliards de dollars de soutiens.</p>
<p>EPH</p>	<p>EPH est en passe d'augmenter sa capacité charbon. L'énergéticien tchèque s'est hissé au rang de 6ème énergéticien européen grâce à sa stratégie de rachat de vieilles centrales et mines à charbon et continue dans cette voie. Il est en passe de racheter à Uniper la centrale à lignite</p>	<p>Selon les dernières données financières disponibles sur le site de la GCEL, entre octobre 2018 et octobre 2020, Société Générale était le 1er soutien bancaire d'EPH. Début 2021, Société Générale conforte son soutien en prêtant, avec</p>



	de Schkopphau dont la fermeture n'est pas prévue avant 2034. EPH ne prévoit pas de fermer toutes ses centrales et ses mines d'ici 2030.	d'autres banques internationales, 1 milliard USD à EPH.
Marubeni	Marubeni compte parmi les plus gros développeurs de charbon au monde. Selon la Global Coal Exit List, l'entreprise japonaise prévoit le développement de 4,5 GW de capacités supplémentaires en Afrique du Sud, au Vietnam, en Indonésie et même au Japon.	Selon les dernières données financières disponibles sur le site de la GCEL , entre octobre 2018 et octobre 2020, BNP Paribas et Société Générale ont soutenu financièrement Marubeni à hauteur de 87 millions de dollars.
Fortum/Uniper	Uniper et sa maison-mère Fortum n'ont pas prévu de sortir du charbon d'ici 2030. Pire, en 2020, Uniper inaugurait une nouvelle centrale à charbon en Allemagne, Datteln IV. A l'instar de RWE, l'entreprise attaque les Pays-Bas devant les tribunaux néerlandais ainsi qu'au tribunal de règlements des différends entre investisseurs et Etats, afin de s'opposer à la décision du pays de sortir du charbon d'ici 2030. Ce faisant, Uniper menace les objectifs climatiques européens et internationaux.	Selon les dernières données financières disponibles sur le site de la GCEL , BNP Paribas a octroyé pas loin d'1 milliard de dollars à Fortum entre 2018 et 2020. Crédit Agricole (via Amundi) y restent investis également, d'après les dernières données disponibles en janvier 2021.
PLN	PLN est le 10ème plus gros développeur de charbon au monde. Le géant indonésien prévoit de construire plus de 10 GW de charbon d'ici 2023 et n'est donc pas prêt de sortir du charbon.	Selon les dernières données financières disponibles sur le site de la GCEL , entre 2018 et 2020, BNP Paribas a octroyé 233 millions USD à PLN.

